

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2015/29248]

**20 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités du transfert de membres du personnel du Ministère de la Communauté française vers les services du Gouvernement wallon, du collège de la Commission communautaire française et de l'Office de la Naissance et de l'Enfance suite au transfert de l'exercice des compétences attribuées aux services du Gouvernement de la Communauté française en matière de Santé vers ces entités**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 6;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2014;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 14 mai 2014;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Ministère de la Communauté française, donné le 2 juin 2014;

Vu l'avis du Collège de la Commission communautaire française, donné le 4 décembre 2014;

Vu l'avis du Gouvernement wallon, donné le 18 décembre 2014;

Vu le protocole n° 453 du Comité de Secteur XVII, conclu le 13 février 2015;

Vu l'avis n° 57.320/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 2015 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

*Chapitre I. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Services d'accueil : les services du Gouvernement wallon, les services du Collège de la Commission communautaire française et les services de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 2° Service d'origine : le service du Ministère de la Communauté française auquel les membres du personnel transférés étaient affectés au moment du transfert;
- 3° Membres du personnel : les agents des services du Gouvernement de la Communauté française, les stagiaires et le personnel engagé par contrat de travail;
- 4° Autorité : le Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup> :

- 1° le stagiaire est considéré comme titulaire du grade pour lequel il s'est porté candidat;
- 2° le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

**Art. 2.** Le transfert est porté à la connaissance des membres du personnel par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés dans l'un des services d'accueil, dans un des emplois énumérés dans ledit ordre.

L'ordre de service peut reprendre, pour chaque membre du personnel, une offre d'emploi dans chacune des entités concernées par le transfert.

L'ordre de service comprend, pour chacun des emplois qu'il énumère, un profil de fonction.

Pour l'octroi de chaque emploi, l'autorité établit un classement entre les personnes désirant être transférées dans cette fonction.

Dans ce classement, l'autorité donnera la priorité aux membres du personnel désirant être transférés sur base de l'ordre suivant :

- 1° le ou les membres du personnel affectés à l'exercice des compétences transférées en rapport avec l'emploi;
- 2° les membres du personnel de la Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française
- 3° les autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel qui souhaitent être transférés et qui, au regard du profil de fonction, possèdent les titres et la qualification requise pour l'emploi considéré, sont classés dans l'ordre suivant :

- 1° les agents statutaires;
- 2° les stagiaires;
- 3° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1° le membre du personnel possédant la plus grande ancienneté de grade ou assimilée;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Chapitre II. — *Dispositions applicables au personnel transféré*

**Art. 3.** Les membres du personnel sont transférés, nominativement, par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française.

Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations.

**Art. 4.** - § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans leur service d'origine, conformément à la réglementation qui leur était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les services d'accueil.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans le service d'origine, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire.

§ 3. Les membres du personnel transférés conservent la dernière évaluation qui leur a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation. Si, à la date de son transfert, le membre du personnel a introduit un recours contre une mention qui lui a été attribuée, cette procédure est poursuivie dans le service d'origine.

§ 4. Les membres du personnel lauréats d'un concours d'accession à un niveau supérieur ou d'une épreuve de qualification professionnelle dans le service d'origine conservent, dans les services d'accueil, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté ce concours ou cette épreuve dans les services d'accueil.

Si les procès-verbaux des concours ou des épreuves ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours ou à la même épreuve.

Si les procès-verbaux des concours ou des épreuves ont été clos à des dates différentes, la priorité est donnée aux lauréats du concours ou de l'épreuve dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Quand un concours d'accession à un niveau supérieur ou une épreuve de qualification professionnelle à laquelle peut participer le membre du personnel du service d'origine a été annoncée dans le service auquel il appartient à la date du transfert, ce membre du personnel conserve le droit d'y participer, même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement de ce concours ou de cette épreuve.

Chapitre III. — *Disposition finale*

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mai 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2015/29248]

**20 MEI 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de overdracht van personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap naar de diensten van de Waalse Regering, het college van de Franse Gemeenschapscommissie, en de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst Geboorte en Kind) als gevolg van de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden toegekend aan de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake gezondheid naar die entiteiten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 30 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 14 mei 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 2 juni 2014;

Gelet op het advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 4 december 2014;

Gelet op het advies van de Waalse Regering, gegeven op 18 december 2014;

Gelet op het protocol nr. 453 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 13 februari 2015;

Gelet op het advies nr. 57.320/2 van de Raad van State, gegeven op 21 april 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- 1° Onthaaldiensten : de diensten van de Waalse Regering, de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de diensten van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";
- 2° Oorspronkelijke dienst : de dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap waarvoor de overgedragen personeelsleden op het ogenblik van de overdracht aangewezen waren;
- 3° Personeelsleden : de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de stagiairs en de bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeelsleden;
- 4° Overheid : de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 :

- 1° de stagiair wordt geacht titularis te zijn van de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld;
- 2° het bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeelslid wordt geacht titularis te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking waarvoor het werd aangeworven of, als de arbeidsovereenkomst dit niet bepaalt, van de graad overeenstemmend met de weddeschaal waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

**Art. 2.** De overdracht wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden bij een dienstorder waarbij ze worden verzocht binnen de dertig dagen schriftelijk te laten weten of ze wensen te worden overgedragen in één van de onthaaldiensten, in één van de in die order opgesomde betrekkingen.

De dienstorder kan, voor elk personeelslid, een werkaanbieding vermelden in elk van de bij de overdracht betrokken entiteiten.

De dienstorder omvat, voor elk van de betrekkingen die erin worden opgesomd, een ambtsprofiel.

Voor de toekenning van elke betrekking, stelt de overheid een rangschikking vast van de personen die in dat ambt wensen te worden overgedragen.

In die rangschikking geeft de overheid voorrang aan de personeelsleden die wensen te worden overgedragen op grond van de volgende volgorde :

- 1° het personeelslid of de personeelsleden die wordt(en) aangewezen voor de uitoefening van de bevoegdheden die in verband met de betrekking worden overgedragen;
- 2° de personeelsleden van de Algemene Directie Gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap
- 3° de andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

In elk van de in het vorige lid opgesomde groepen, worden de personeelsleden die wensen te worden overgedragen en die, voor het ambtsprofiel, de vereiste bekwaamheidsbewijzen en de vereiste kwalificatie bezitten voor de betrokken betrekking, gerangschikt in de volgende volgorde :

- 1° de statutaire personeelsleden;
- 2° de stagiairs;
- 3° de bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeelsleden.

In elk van de in het vorige lid opgesomde groepen, worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit of ermee gelijkgesteld;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

#### Hoofdstuk II. — Bepalingen die op het overgedragen personeel toepasselijk zijn

**Art. 3.** De personeelsleden worden bij hun naam overgedragen bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Die overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen.

**Art. 4.** § 1. De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit. Onverminderd § 2, behouden ze eveneens de toelagen, vergoedingen of premies en de andere voordelen die ze in hun oorspronkelijke dienst genoten, overeenkomstig de regeling die op hen van toepassing was, vanaf de datum waarop het recht verworven is.

Ze behouden de voordelen in verband met een ambt alleen voor zover de voorwaarden voor de toekenning ervan in hun oorspronkelijke dienst nog altijd bestaan.

§ 2. Wanneer een personeelslid wordt belast met de uitoefening van een hoger ambt in de oorspronkelijke dienst, wordt voor zijn overdracht alleen met zijn statutaire graad rekening gehouden.

§ 3. De overgedragen personeelsleden behouden de laatste evaluatie die hun werd toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie. Indien het personeelslid op de datum van zijn overdracht een beroep heeft ingediend tegen een melding die hem werd toegekend, wordt die procedure in de oorspronkelijke dienst voortgezet.

§ 4. De personeelsleden die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen inzake beroepskwalificatie in de oorspronkelijke dienst, behouden, in de onthaaldiensten, de rechten op bevordering die ze via dat slagen hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden die geslaagden geacht dat vergelijkende examen of dat examen in de onthaaldiensten te hebben afgelegd.

Indien die processen-verbaal van de vergelijkende examens of examens op dezelfde datum werden afgesloten, worden de geslaagden onder elkaar gerangschikt alsof ze aan hetzelfde vergelijkende examen of aan hetzelfde examen hadden deelgenomen.

Indien de processen-verbaal van de vergelijkende examens of examens op verschillende datums werden afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het vergelijkend examen of examen waarvan het proces-verbaal op de oudste datum werd afgesloten.

§ 5. Wanneer een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of een examen inzake beroepskwalificatie waaraan het personeelslid van de oorspronkelijke dienst kan deelnemen, werd aangekondigd in de dienst waartoe hij op de datum van overdracht behoort, behoudt dat personeelslid het recht eraan deel te nemen, ook al wordt het overgedragen of aangewezen krachtens dit besluit gedurende het verloop van dat vergelijkend examen of dat examen.

#### Hoofdstuk III. — Slotbepaling

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 mei 2015.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

---

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29246]

**17 NOVEMBRE 2014. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2007 relatif à la composition de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. — Double publication. — Erratum**

Dans l'avis de double publication de l'arrêté ministériel du 17 novembre 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2007 relatif à la composition de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, publié au *Moniteur belge* du 19 mars 2015 à la page 17590, il y a lieu de lire « à la page 106701 » en lieu et place de « à la page 106699 »

---

#### VERTALING

### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29246]

**17 NOVEMBER 2014. — Ministerieel besluit tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2007 betreffende de samenstelling van de Commissie opgericht in artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. — Dubbele bekendmaking. — Erratum**

In het advies van dubbele bekendmaking van het ministerieel besluit van 17 november 2014 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2007 betreffende de samenstelling van de Commissie opgericht in artikel 42 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 2015 op bladzijde 17590, moeten de woorden "op bladzijde 106699" vervangen worden door de woorden "op bladzijde 106701".

---

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2015/202538]

**11. MÄRZ 2015 — Erlass der Regierung zur Aufhebung des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Schaffung eines Begleitausschusses für die Europäische Territoriale Zusammenarbeit im Rahmen der Interreg-IV-A Programme Euregio Maas-Rhein und Großregion 2007-2013**

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 1, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54 Absatz 1, abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 4. Juni 2009 zur Schaffung eines Begleitausschusses für die Europäische Territoriale Zusammenarbeit im Rahmen der Interreg-IV-A Programme Euregio Maas-Rhein und Großregion 2007-2013;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 2. Dezember 2014;